



## **DECLARATION DU RECODH SUR LA SITUATION DANS LES REGIONS DU SUD OUEST ET DU NORD OUEST DU CAMEROUN**

\*\*\*\*\*

Le Réseau Camerounais des Organisations de Droits de l'Homme (RECODH) suit avec attention le déroulement des événements dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, secouées depuis plus d'un an par la « crise Anglophone », qui est partie des revendications aux apparences corporatistes des Avocats de la Common Law et des Enseignants du sous-système Anglophone. La vague revendicatrice s'est par la suite transformée en une dynamique de protestation active ou passive, aux élans politiques avec à terme la remise en question de la forme actuel de l'État et un plaidoyer pour l'avènement d'un État Fédéral comme unique option pour mieux préserver la spécificité historique, culturelle et linguistique de la zone Anglophone du Cameroun.

À ce jour, le RECODH exprime ses profondes préoccupations sur l'escalade violente des événements, notamment les incendies de certaines écoles et internats tant publics que privés et d'autres bâtiments publics; des symboles de l'État (drapeau), les meurtres des populations civiles et des agents des Forces de Maintien de l'Ordre (FMO). En définitive, le RECODH reste très préoccupé par :

- 1- la non-reprise effective des écoles dans cette partie du pays, qui constitue une atteinte grave au droit à l'éducation des enfants ;
- 2- les violences qui jusqu'à ce jour auraient selon des sources, causé les pertes en vies humaines portées à une centaine de personnes parmi lesquels des civils et aussi des Forces de défense et de sécurité ; et provoqué le déplacement de près de 500 000 personnes vers le Nigeria
- 3- le blocus observé au niveau de l'Assemblée Nationale au cours de la dernière session ordinaire ;
- 4- la montée graduelle des extrémismes de part et d'autres ainsi qu'un climat de quasi guerre civile ;
- 5- les communiqués et contre - communiqués attribués par l'opinion à l'Administration, ordonnant puis réfutant le déplacement massif et sans moyens d'accompagnement, des populations de 14 villages du département de la Manyu dans le Sud-Ouest.

Le RECODH, tout en reconnaissant la nécessité pour l'État de ne pas fléchir face à toute initiative portant atteinte à l'intégrité territoriale du Cameroun, recommande fortement et maintient ce qui suit :

- Le dialogue reste et demeure l'unique option pour trouver des solutions pour une paix durable au Cameroun. Pour être efficace et porteur de fruits, ce dialogue a besoin d'être :
  - national, inclusif et structuré, avec la mobilisation des acteurs clé ayant une véritable emprise à la base auprès des populations ;
  - ouvert et global sans être limité aux préoccupations sectorielles et corporatistes ;
  - le Parlement comme Représentation Nationale est une instance formelle, légale et légitime de dialogue et devrait donc jouer son rôle pour la sortie de cette crise.
- Il est nécessaire que les gouvernements du Cameroun et du Nigéria collaborent étroitement pour adresser certains corollaires de cette crise tels que la gestion des réfugiés et le contrôle des frontières.
- Il y a aussi un besoin de collaboration entre l'armée et les populations sur le terrain, tandis que le Gouvernement et d'autres acteurs de bonne volonté, s'activent à la recherche d'une solution pacifique.

Le RECODH tient à exprimer ses condoléances à toutes les familles ayant perdu des proches depuis le début de cette crise, y compris la grand famille des Forces de défense et de Sécurité.

**Fait à Yaoundé, le 04 Décembre 2017**

**Le Coordonnateur National  
(é) Joseph Désiré ZEBAZE**